

Benchmarking the socio-economic performance of the EU social economy
Improving the socio-economic knowledge of the proximity and social economy ecosystem

—
Analyse comparative des performances socio-économiques de l'économie sociale de l'UE
Améliorer les connaissances socio-économiques de l'écosystème de l'économie sociale et de proximité

2024



Le rapport d'EURICSE, du CIRIEC et de Spatial Foresight soutenu par la Commission européenne dans le cadre du Plan d'action européen pour l'économie sociale évalué à 11,5 millions le nombre de personnes employées dans l'économie sociale dans les 27 pays de l'UE.

4,3 millions d'entreprises et d'organisations, 11,5 millions d'employés rémunérés et plus de 912 milliards d'euros de chiffre d'affaires sont les principaux chiffres de l'économie sociale dans l'Union européenne, selon le rapport "Analyse comparative des performances socio-économiques de l'économie sociale de l'UE", qui vient d'être publié par la Commission européenne dans le cadre de l'Axe 5 "Améliorer la reconnaissance de l'économie sociale et de son potentiel" de son Plan d'action européen pour l'économie sociale approuvé en décembre 2021.

L'étude a été réalisée conjointement par EURICSE et le CIRIEC, suite à un appel d'offres lancé par l'Agence exécutive pour le Conseil européen de l'innovation et les PME (EISMEA). Près de 50 experts des 27 États membres de l'UE ont participé au projet de recherche, sous la coordination d'un noyau d'experts du CIRIEC et d'EURICSE. Pour EURICSE, Giulia Galera, Chiara Carini, Barbara Franchini et Giulia Tallarini, tandis que pour le CIRIEC, il s'agit de Rafael Chaves Ávila, Barbara Sak et Jérôme Schoenmaeckers. Silke Haarich ainsi que d'autres experts de Spatial Foresight ont également collaboré au projet.

L'étude, publiée en anglais sous le titre "Benchmarking the socio-economic performance of the EU Social Economy: Improving the socio-economic knowledge of the proximity and social economy ecosystem", a deux objectifs principaux : d'une part, fournir des données quantitatives actualisées sur l'économie sociale dans les 27 pays de l'UE ; d'autre part, fournir des données qualitatives documentant l'importance de l'économie sociale dans six écosystèmes clés de la stratégie industrielle européenne : le secteur

agroalimentaire, les énergies renouvelables, la santé, les industries culturelles et créatives, le tourisme et le commerce de détail ; ainsi que la capacité de résilience de l'économie sociale face à la crise du Covid-19. L'étude vise à aider les décideurs politiques à mettre en œuvre des politiques fondées sur des données factuelles pour l'économie sociale, et à aider les instituts statistiques des États membres à produire des statistiques et des indicateurs pour mesurer l'impact social et économique de l'économie sociale.

L'étude analyse l'économie sociale, composée de coopératives, de mutuelles, d'associations, de fondations et d'entreprises sociales.

Selon les données extraites du rapport, les pays en tête en termes d'emploi dans l'économie sociale sont l'Allemagne avec 3,4 millions de personnes, et la France avec près de 2,6 millions. Elles sont suivies par l'Italie (plus de 1,5 million d'employés dans l'économie sociale) et l'Espagne (près de 1,4 million) ; et ensuite la Belgique (592 000 emplois dans l'économie sociale), la Pologne (250 000) et le Portugal (245 000). À noter que ce rapport, contrairement aux précédents, ne prend plus en compte le cas du Royaume-Uni, suite au Brexit.

L'étude précise également que, par secteur, 3,3 millions de personnes sont employées dans le secteur de la santé et de l'aide sociale, 702 000 dans l'éducation et 622 000 dans les arts, la culture et les loisirs ; ces secteurs étant les plus gros pourvoyeurs d'emplois dans l'économie sociale.

4,3 millions d'entreprises et d'organisations

Le document indique qu'il existe plus de 4,3 millions d'entités de l'économie sociale dans les États membres. 97,7% appartiennent à l'une des quatre familles qui constituent traditionnellement l'économie sociale (coopératives, mutuelles, associations et fondations). En revanche, seules 246 000 sont des entreprises sociales, dont moins de 43 000 sont des entreprises sociales « ex lege » et plus de 203 000 sont des entreprises sociales de facto.

En outre, il existe d'autres formes juridiques reconnues comme faisant partie de l'économie sociale, notamment les Sociétés de travailleurs, les Confréries de pêcheurs, les Sociétés agricoles de transformation, les Entités singulières, les Biens communs agricoles, les Saintes Maisons de la Miséricorde ou encore les entités juridiques constituées par les églises, entre autres.

En termes de chiffre d'affaires, l'économie sociale de l'UE a généré plus de 912,9 milliards d'euros, selon les données de 19 États membres. En ce qui concerne les coopératives, la France, l'Italie, l'Espagne et la Finlande affichent les chiffres d'affaires les plus élevés, principalement au sein des coopératives agroalimentaires, de consommateurs et de travailleurs. Dans le domaine des associations, fondations et mutuelles, la France et l'Allemagne enregistrent les revenus les plus importants.

L'un des aspects les plus curieux révélés par le rapport concerne le genre. Bien que les données ne soient pas nombreuses ni concluantes, elles sont révélatrices. Selon le rapport, l'économie sociale est une source d'emploi féminin, car une grande partie des organisations de l'économie sociale se trouvent dans les secteurs de la santé, de la consommation et de l'aide sociale, où la présence féminine est généralement élevée. Les associations et les fondations comptent également une forte présence de femmes, tandis que dans les coopératives, la proportion varie selon les pays. Au Portugal, par exemple, 54 % des travailleurs des coopératives sont des femmes, tandis que ce chiffre y atteint 70 % pour les associations.

Une étude pour comprendre l'économie sociale en Europe

Ce rapport résume les conclusions du projet "Benchmarking the socio-economic performance of the EU social economy" (Analyse comparative des performances socio-économiques de l'économie sociale de l'UE), réalisé par EURICSE, le CIRIEC International et Spatial Foresight, pour le compte de la Commission européenne.

L'objectif principal de cette initiative est d'évaluer l'importance socio-économique de l'économie sociale et sa contribution à la création d'un environnement durable, innovant et résilient. Le rapport compile des données sur le poids socio-économique de l'économie sociale dans les 27 États membres de l'UE.

Par ailleurs, le rapport fournit une analyse de la contribution positive de l'économie sociale à d'autres écosystèmes industriels, ainsi que sa contribution dans l'atténuation des effets de la crise de la COVID-19.

La Commission européenne, promotrice de l'économie sociale

Le 9 décembre 2021, la Commission européenne a approuvé le Plan d'action pour l'économie sociale. Ce plan présente des mesures concrètes visant à maximiser le potentiel des acteurs de l'économie sociale en faveur d'une croissance plus durable et d'une cohésion sociale.

En outre, la Recommandation du Conseil de l'UE, publiée en 2023, sur le développement de conditions-cadres pour l'économie sociale, appelle les États membres à mettre en place des stratégies globales pour promouvoir un environnement favorable à l'économie sociale.

Pour atteindre les objectifs du Plan d'action et de la Recommandation du Conseil, des données et des analyses statistiques de haute qualité et comparables sont nécessaires pour étayer la prise de décision. Les décideurs politiques ont besoin de statistiques pertinentes, régulières et précises pour orienter les politiques et déterminer des lignes d'action ambitieuses mais réalistes. Le rapport d'EURICSE, du CIRIEC et de Spatial Foresight s'appuie sur des milliers de données pour comprendre et rendre compte des principales dimensions et contributions de l'économie sociale européenne.

Le rapport conclut que l'économie sociale est présente dans tous les États membres de l'UE. Ce qui change considérablement d'un pays à l'autre, c'est le degré de reconnaissance des entités de l'économie sociale par les décideurs politiques, le grand public et les organisations de base (mais aussi si elles se reconnaissent elles-mêmes) comme faisant partie de l'économie sociale.

Les facteurs expliquant la visibilité limitée et la contribution sous-estimée de l'économie sociale incluent une compréhension insuffisante des rôles et fonctions qu'assument ces entités, ainsi que le manque de données et d'analyses statistiques comparables de haute qualité. Actuellement, seuls six pays européens (Belgique, Espagne, France, Luxembourg, Pologne et Portugal) disposent de statistiques nationales mesurant spécifiquement l'économie sociale.